LE PROGRÈS
ECONOMIE
Mardi 18 Octobre 2011

INTERVIEW

L'avocat Gilles Lechatelier appelle à un Grenelle des transports

PAGE 6

Photo D.R.

Bio EXPRESS

>> Son âge : 47 ans
>> Sa formation :
IEP Paris et ENA (1988)
>> Ses fonctions :
Avocat au cabinet Adamas, spécialisé dans le droit public, les grands contrats et les partenariats entre secteur public et secteur privé. Conseiller d'Etat depuis 2005.
A été directeur général des services du conseil régional Rhône-Alpes de 2004 à 2010
>> Son plus :
La lecture (roman et poésie) et la musique (l'opéra)
>> Sa devise : « La vie est faite de projets »

Photo D.R.

« Il faut organiser un Grenelle des transports en Rhône-Alpes »

Interview. Avocat au Barreau de Lyon, Gilles Lechatelier appelle toutes les parties concernées par les projets d'infrastructures de transports de la région à une vraie concertation pour fixer les priorités et surtout se décider

>> Quelles sont les menaces qui pèsent dans la région face à l'absence de décision portant sur l'avenir des infrastructures routières et ferroviaires ?
C'est simple : pour qu'une économie fonctionne, elle a besoin de voies de circulation pour permettre aux clients et aux fournisseurs de circuler ou encore aux salariés de rejoindre leur entreprise dans de bonnes conditions. Or on constate depuis plusieurs années une constante dégradation sur nos temps de parcours. On voit bien qu'il manque de grands projets. Cela nécessite la prise de décision stratégique dans les prochaines années.

>> Mais ces projets existent depuis plusieurs décennies pour certains. Qu'est ce qui bloque la prise de décision ?
Ce qui est râlant, c'est de voir l'Etat qui s'engage sur un programme pharaonique sur la région Ile-de-France alors qu'il n'est pas prêt à intervenir dans les mêmes conditions en régions. Et pourtant, les projets ne manquent pas en effet entre le COL, l'arrivée de l'A89, et même le contournement ferroviaire de la région lyonnaise. On prend du retard faute d'une décision nationale pour faire décoller les projets. En terme d'affichage à l'international, les investisseurs étrangers constatent que les choses vont s'améliorer sur Paris et en Ile-de-France. Le risque existe. Je suis convaincu que le développement économique de notre pays doit être moins centralisé. Un jour, il faudra analyser le différentiel de croissance entre l'Allemagne et la France résultant simplement du fait qu'en Allemagne, les centres de décisions économiques sont beaucoup mieux répartis sur l'ensemble de son territoire.

> **« Je suis convaincu que le développement économique de notre pays doit être moins centralisé »**

>> Qu'est ce qui est finalement si compliqué pour agir ?
C'est surtout le fait qu'on n'ait pas la possibilité de poser tous ces projets d'infrastructure ensemble. On aurait besoin d'asseoir tout le monde autour de la table pour voir dans quel ordre il faudrait réaliser ces infrastructures et se donner donc une feuille de route sur les trente ans qui viennent. Il faut donc organiser un Grenelle des transports en Rhône-Alpes. Le sujet est d'autant plus important qu'il ne se mesure pas seulement au niveau rhônalpin mais au niveau français voire européen. Compte tenu de la position géographique de Lyon, des acteurs économiques européens vont décaler les flux si rien n'est fait dans la région pour améliorer les conditions de transport. On voit bien déjà que le point de gravité de l'Europe se décale vers l'Est. Il faut donc tirer la sonnette d'alarme sinon il y aura des évolutions économiques de longue distance qui vont se faire sans nous si on ne réagit pas tout de suite. Il faut donc partir d'une vision partagée avec un plan à long terme. Les acteurs économiques ont besoin de savoir pour leur stratégie d'implantation et de développement. Et là, le rôle de la puissance publique est majeur.

>> N'y a-t-il pas un mode de financement à trouver pour ces chantiers ?
On est dans un système qui est très subventionné par la puissance publique. Je pense qu'il y a en effet une question de la fiscalité sur les transports qui se pose. De même, la privatisation des autoroutes a ôté à l'Etat un énorme levier financier.

Recueilli par Vincent Rocken